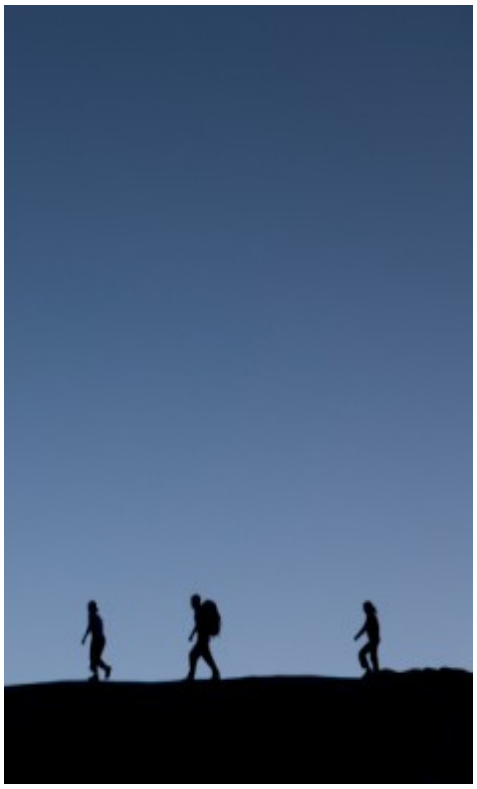
NEWSLETTER n°2 – décembre 2010



Edito

Nous y voilà ! Après plus d'un an de réflexion, de lectures, de rencontres, nous foulons enfin le sol de l'Amérique du Sud, au cœur de ces expériences que nous voulons découvrir, comprendre et partager.

L'aventure commence en Argentine, à la découverte de cette expérience unique des clubs de troc, ou comment dans un pays dont le nom vient du latin Argentum (Argent), plus de 2 millions de personnes ont échangé, acheté, et vendu des biens et des services sans utiliser d'argent.

Notre mission consiste à recenser les clubs de troc toujours actifs, étudier leur histoire, leur fonctionnement, leur impact social. Nous rencontrons des chercheurs, professeurs, experts, coordinateurs et membres de clubs afin de comprendre au contact du plus grand nombre, et de confronter les avis et les intérêts divergents. Nous écoutons les témoignages enthousiastes de ceux dont le troc a changé la vie, mais aussi les frustrations ou les désillusions. Nous voulons découvrir les raisons d'un tel engouement ainsi que les facteurs d'un effondrement tout aussi brutal. Nous nous immergeons dans cette économie sans argent pour mieux vous l'expliquer, la partager.

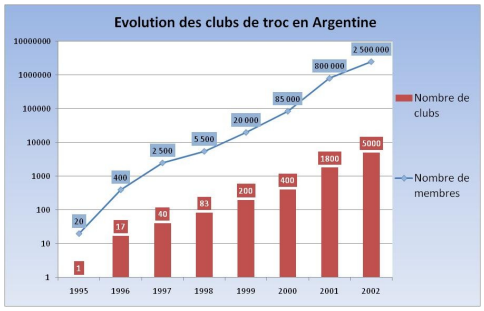
« Apprendre, partager, tant qu'y a de l'échange, y'a de l'espoir » - (Grand Corps Malade, Je dors sur mes 2 oreilles).

Matthieu Vachez, co-fondateur TAOA

Voyage « dans le coeur » de l'Argentine

Peu à peu, nous découvrons l'histoire incroyable des clubs de troc en Argentine. Une expérience d'économie alternative unique au monde, puisqu'en 2002, à son apogée, entre 2 et 3 millions d'Argentins y participaient (sur une population de 40 millions d'habitants). Certes, le système s'est effondré peu de temps après mais cette aventure aura tout de même duré 8 ans et permis à de nombreuses familles de survivre. Ce que nous retenons, au fil de nos rencontres, ce n'est finalement pas les limites du système, et elles sont nombreuses (comme dans tout système économique de quelque bord soit-il), mais bien la volonté, la pugnacité, la force et la créativité de tout un peuple qui, abandonné des pouvoirs publics et étranglé par la crise, a cherché des solutions pour, tout simplement, manger.

Nés en 1995, les réseaux de troc ont



aujourd'hui quasiment disparu. En 2002, les nodos* accueillaient, pour les plus importants, des milliers de personnes, jusqu'à 30 000 pour celui de Rosario. Ceux que nous avons visités jusqu'alors comptent plutôt 20, 50, au mieux 200 personnes. A l'époque il y avait près de 5 000 nodos dans le pays quand il semble, aujourd'hui, n'en rester plus qu'une trentaine.

Nous remontons peu à peu dans le temps pour découvrir bien plus qu'une expérience de système d'échange alternatif mais l'histoire de tout un pays, « la force et le cœur » de l'Argentine.

Anne-Cécile Ragot

Le système de troc argentin ou « trueque »

Commençons par le commencement, comment sont nés les clubs de troc en Argentine ?

Voici donc l'histoire du début d'une passionnante aventure, d'après un texte d'Heloisa Primavera*, que nous remercions chaleureusement pour son aide précieuse.

Il était une fois un groupe d'écologistes préoccupés par la pauvreté croissante dans leur quartier. Carlos de Sanzo, un des fondateurs du Programme d'Autosuffisance Régional (PAR), imagine un plant de citrouille qui grimperait sur le toit de sa maison pour y pousser librement sans contrainte d'espace.... Un an plus tard, sa production atteint près d'1 tonne.

Les citrouilles ont gagné le toit de la maison de sa voisine. Cette dernière vient de perdre son mari et se retrouve dans une situation difficile. Carlos décide de lui offrir l'excédent de sa production (sa femme est d'ailleurs enchantée de pouvoir s'en débarrasser…). Carlos lui offre également son "assistance technique" et lui apprend à faire de la confiture de citrouille et à la commercialiser dans le quartier. Au bout d'un an de travail, les citrouilles ont "produit" trois fois plus que sa maigre pension de veuve. *Comme dans la nature, une fois que l'improbable s'est produit, il devient une réalité et peut changer le cours des choses.*

Les trois fondateurs du premier Club de Troc - Carlos De Sanzo, Ruben Ravera et Horacio Covas – imaginent alors un système d'échange social et solidaire, à grande échelle, sur la base du *partage de l'excédent d'une production personnelle* et de *l'entraide entre voisins,* pour améliorer la qualité de vie des familles en difficultés, sans que l'argent soit un obstacle... ».

*Professeur en sciences sociales à l'Université de Buenos Aires et spécialiste des monnaies sociales, co-fondatrice du RedLASES (Réseau Latinoaméricain de Socioéconomie Solidaire).

Marcelo, le collectionneur de creditos

Tous nos amis geeks nous ont poussé à ouvrir un compte sur twitter. Malgré notre scepticisme quand à l'utilité d'être sur ce réseau social, un beau jour, je me lance. En fouillant, je tombe rapidement sur des tweets du RGT (Red Global de Trueque), le plus important réseau de troc en Argentine en 2002, qui s'est effondré depuis. A priori, ils ne sont pas complètement morts … quelqu'un cherche même de l'aide pour référencer tous les creditos (la monnaie des clubs de troc) qui ont pu circuler dans le pays.

Quelques emails plus tard, Marcelo Gryckiewicz nous recevait dans son bureau et nous comptait pendant près de 3 heures toute l'histoire « del trueque » illustrée par son impressionnante collection de creditos. Depuis, nous travaillons ensemble, Marcelo nous donne des contacts à travers tous le pays, et nous nous chargeons de lui ramener des exemplaires de chaque creditos que nous trouvons …

En ce qui concerne les tweets, on ne s'y est toujours pas mis … Par contre, nous avons maintenant plus d'une vingtaine de rendez-vous dans toute l'Argentine. Merci tweeter et surtout merci Marcelo !

A-C.R

Des questions en suspens ...

D'ores et déjà, nous nous posons de nombreuses questions :

- Quelles étaient les règles de gouvernance dans les différents réseaux?
- Quel est le poids du facteur humain dans l'effondrement des clubs de troc?
- Comment ne pas retomber dans les dérives d'un système monétaire classique ?
- Comment les clubs de troc se sont articulés avec les communes, les provinces et l'Etat fédéral?
- Comment l'Etat fédéral a-t-il pu se laisser déposséder du droit régalien de battre monnaie ?
- Quelles est le rapport de l'Etat à sa monnaie?
- ...

Repères historiques : La crise argentine de 2001

Dans les années 80, l'économie mondiale se transforme sous l'influence de politiques néolibérales de Thatcher ou Reagan. Les pays d'Amérique du Sud deviennent alors de véritables laboratoires et voient défiler les mesures de déréglementation, aucun secteur économique n'est épargné.

Dans les années 90, l'Argentine enchaîne les privatisations, les capitaux affluent de l'extérieur, la politique de libéralisation de Menem semble porter ses fruits. La communauté financière internationale applaudit, l'Argentine semble jouir d'une croissance à toute épreuve. Mais cette bonne santé économique n'est qu'une illusion, résultat pervers d'une « économie casino ». En 2001, le pays est touché de plein fouet par une crise sans précédent.

Nunca Mas

En décembre 2001, l'Argentine va traverser la plus grave banqueroute de cette décennie. Pire qu'en Grèce, pire qu'en Irlande aujourd'hui, la crise argentine est une débâcle économique: les capitaux en devises fuient le pays, les banques refusent les retraits d'argent à la population. L'Argentine sollicite l'aide du Fonds Monétaire International (FMI) qui exige en retour un plan d'austérité très rigoureux.

Mais cette fois, le peuple argentin ne l'entend pas de cette manière, il refuse de subir la situation et les mesures que le gouvernement lui prépare. Le pays vit une effervescence sociale spectaculaire. Des assemblées populaires spontanées surgissent dans les quartiers pour s'organiser face à la catastrophe. Des millions d'Argentins redécouvrent la solidarité et se tournent vers les clubs de troc pour assurer leur existence quotidienne. Certains ouvriers refusent la fermeture de leur usine, occupent les locaux et relancent la production malgré l'illégalité devant la loi (mouvement des «empresas recuperadas»). Devant cette situation prérévolutionnaire, le président Fernando de la Rua proclame l'état d'urgence. C'est suffisant pour révolter encore plus le peuple argentin qui assimile cette mesure à un retour de la dictature dans le pays. Ils sont des millions de *caserolazos* (manifestant au bruit de casseroles) à défiler en réclamant la démission de la totalité de la classe politique, sous le slogan « *Que se vayan todos ! Que no se quede ni un solo !* » (Qu'ils s'en aillent tous ! Qu'il n'en reste pas un seul !).

Le pays vit une grave crise politique. Le président démissionne, et quatre présidents se succèdent à la Casa Rosada en 15 jours. Un consensus s'établit sur l'intérim d'Eduardo Duharte, le temps de convoquer de nouvelles élections. Elles sont remportées par le péroniste Néstor Kirchner face à un autre péroniste désavoué, l'ultralibéral Carlos Menem. Ce dernier préfère se retirer entre les deux tours plutôt que de se faire humilier dans un second tour perdu d'avance. Il est en effet un des acteurs majeurs de la débâcle économique que traverse l'Argentine.

Les ingrédients de ce chaos apparaissent en 1983, quand le pays s'ouvre à la démocratie après 7 ans d'un terrorisme d'Etat parmi les plus meurtriers d'Amérique du Sud: des dizaines de milliers de victimes de tortures, 30 000 assassinés, près de 500 « bébés volés » aux disparus et adoptés par des collaborateurs de la dictature, et 1 million d'exilés. Le régime des généraux laissent un profond traumatisme et une dette publique de 45 milliards de dollars, qui a quintuplé sous leur domination. En 1984, une étude de la Banque Mondiale évalue que 40% de cette dette correspond à une fuite massive de capitaux, 33% au remboursement des intérêts cumulés, et 25% à l'armement militaire. Washington insiste pour être remboursé bien que cette somme ait servi à la torture, aux meurtres et à la corruption, ces forfaits étaient pourtant largement connus de l'administration américaine. Pour rééchelonner la dette, le FMI demande l'application du premier plan d'austérité accompagné d'une libéralisation importante de l'économie: des privatisations d'entreprises publiques, des déréglementations, et la réduction des dépenses publiques.

En 1989, Menem est élu sur la base d'un programme social. Il fait pourtant le contraire en privatisant l'ensemble des entreprises publiques du pays et la sécurité sociale en faveur de sociétés étrangères. Il ouvre les marchés financiers aux capitaux à court terme et régule l'hyperinflation par l'instauration de la parité fixe: 1 peso égale 1 dollar. Ce programme ultralibéral est l'aboutissement de plans d'austérité successifs, exigés par le FMI pour « assainir l'économie ».

Pendant les 10 années Menem, le pays va entrer dans le mouvement de la globalisation financière, du clientélisme et de la corruption endémique. Les profits sortent du pays plutôt que d'être réinvestis, les exportations diminuent à cause de la forte valeur du peso sur le marché international, au moment où les autres pays émergents ont dévalué leur monnaie après la crise financière asiatique de 1997. Le pays commence ainsi à se désindustrialiser, le chômage augmente massivement et les recettes de l'Etat se réduisent fortement. Ce qu'on appelait le « miracle argentin » prend du plomb dans l'aile. En 1999, Fernando de la Rua succède à Menem et continue sur la même voie. Il défend l'intenable parité du peso jusqu'à ce que le

pays plonge dans la crise financière et politique de 2001.

Malgré l'extrême instabilité politique que provoque la crise de 2001, il est hors de question que l'armée reprenne les rênes du pouvoir. Les Argentins ne veulent plus être gouvernés ni par une junte militaire, ni par des politiques ultralibérales, ni par le FMI. Néstor Kirchner va rétablir la situation économique et sociale du pays en refusant de rembourser 75% de la dette du pays et en mettant en place le Plan Jefes y Jefas, programme à destination des chômeurs et des populations les plus pauvres du pays. Aujourd'hui, l'économie s'est rétablie mais le niveau de vie des Argentins n'est toujours pas celui qu'il était au début des années 90. 35% de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté (contre 24% alors) et une large part des classes moyennes qui a plongé dans la pauvreté n'a pas réussi à retrouver son niveau antérieur. La mesure la plus marquante du mandat Kirchner reste la suspension des différentes lois d'amnistie que les bourreaux de la dictature avaient eux-mêmes promulguées avant de quitter le pouvoir. Le pays vit actuellement un grand bouleversement mémoriel. Depuis septembre 2010, on assiste à ce que l'on appelle un printemps judiciaire. Les assassins, à commencer par les plus hauts responsables de la junte militaire, répondent enfin de leurs crimes. Peu à peu, et malgré la disparition d'indispensables témoins, la vérité éclate au grand jour.

Nabil Rabhi

Pour en savoir plus :

- Naomi Klein, *La reprise (The Take),* documentaire, 2004

- Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar, le défi des gauches sud-américaines,* La Découverte, 2007

Néstor Kirchner

La disparition soudaine de Néstor Kirchner en octobre dernier a surpris l'ensemble de la population argentine. Les murs de Buenos Aires sont encore recouverts de nombreux messages le remerciant et soutenant sa femme Christina Fernandez de Kirchner, actuelle présidente de l'Argentine (depuis 2007).

Les Argentins lui rendent hommage aujourd'hui et pourtant, conquérir leur cœur et leur confiance n'était pas tâche facile. A son arrivée au pouvoir, les Argentins ne croyaient plus en l'action politique et encore moins à sa capacité de transformer les choses. Dès la première année de son mandat, Kirchner organise deux cérémonies inédites : l'une où il demande au commandant en chef de l'Armée de Terre de décrocher les portraits des dictateurs Videla et Bignone des murs du Collège militaire; l'autre où il demande pardon au nom de l'Etat argentin aux milliers de victimes de la dictature. Il transforme l'Ecole Militaire (ESMA) en musée de la mémoire, met à la retraite 44 officiers et change les directions de nombreuses institutions politiques comme la Cour Suprême. Enfin, il « propose » de ne pas rembourser 75% de la dette du pays, invoquant la responsabilité des organismes financiers internationaux.

Alors qu'il n'est élu qu'avec 22% des voix, sa côte de popularité atteindra les 70% un an après.

N.R.

Les NEWS de TAOA

- **Un petit nouveau dans l'équipe !** Etienne Hayem, depuis longtemps piqué par les monnaies sociales, rejoint TAOA et nous épaulera, depuis Paris, sur de nombreux sujets dont le projet « la Maille ». *Plus d'infos sur notre site*

- Le 22 octobre dernier, avec plus de 300 personnes, la **soirée TAOA** a été un franc succès ! Un grand merci à tous !

- TAOA remporte le concours du **Carrefour des Associations Parisiennes (CAP)**. Le jury a été séduit pour l'originalité et l'innovation du projet. *Plus d'infos sur notre site.*

- Entretien entre TAOA et **Hervé Kempf,** journaliste au Monde et auteur du célèbre « Comment les riches détruisent la planète » (Seuil, 2007). Il se conclut par la fameuse séquence « **une minute, une question** » *Plus d'infos sur notre site.*

- Une **nouvelle rubrique** sur le site de TAOA : **« Actus »** pour nous suivre en direct (ou presque).

Un SEL* avec WWF et GoodPlanet.org

sur une idée originale de TAOA

Le 14 octobre dernier, avait lieu la **première BLE** (Bourse d'Echange Locale) du SEL de Longchamp (75016), porté par les 2 ONG voisines, le WWF et GoodPlanet. Sur une idée originale de l'équipe d'animation, ce SEL est dénommé **« La Maille », jeu de mot amusant pour évoquer la monnaie et le lien social**.

« les Maillons » (membres de la Maille) ont pu offrir et/ou acquérir vêtements, DVD, livres, vélo, mais aussi cours d'anglais, cours de cuisine, ou prêt de voiture, en échangeant au moyen de leur propre monnaie : les Pépites.

Plus de 2000 Pépites se sont échangées en l'espace de quelques heures et chacun est réparti plus « riches », sans débourser un euro.

Comme l'explique Serge Orru, Directeur Général du WWF-France, « ***La Maille sera également l'occasion de réfléchir au rôle que peuvent jouer les monnaies sociales dans le financement des programmes de protection de l'environnement*** ».

La Maille

* SEL = Système d'Echange Local

Retrouvez-nous sur www.taoaproject.org